

▲ La finance islamique au service du développement d'un nouveau modèle africain

(Discours du 1^{er} avril, prononcé lors du deuxième Forum Africain de la Finance Islamique, à Casablanca)

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

J'ai le grand honneur d'ouvrir la séance et d'à nouveau marcher sur ce sol africain que mes parents ont quitté il y a maintenant plus de 30 ans et vers lequel je reviens à chaque fois avec beaucoup d'émotion, beaucoup d'espoir, mais aussi beaucoup de honte d'avoir tant tardé.

Afrique, à l'heure où je prononce ces mots, d'autres comme nous tentent de te quitter, dans les pas de nos parents, par désespoir de la situation politique et économique d'un continent dont beaucoup de pays semblent condamnés à être en perpétuel développement. Cette situation n'est pas sans causes, donc cette situation n'est pas sans responsables. Mais plutôt que de chercher les coupables (et de risquer de peut-être trop vite les trouver), profitons de l'opportunité qui nous est donnée de pouvoir apporter notre contribution au changement.

L'Afrique est le plus jeune continent. Le plus beau et le plus riche en ressources naturelles, géographiques et humaines.

Comment donc mettre à profit ces avantages dans un système économique global qui s'effondre chaque jour un peu plus, pour donner aux Africains la chance de changer leur monde, de changer notre monde pour un monde meilleur?

Comment définir un modèle africain de développement qui s'affranchisse des servitudes de la dette et des tutelles postcoloniales pour rayonner et être à l'avant-garde mondiale en matière d'éthique, de responsabilité environnementale, de justice sociale et économique?

Pour comprendre les enjeux auxquels nous devons faire face et y apporter les meilleures solutions, il faut d'abord bien comprendre le contexte dans lequel nous nous trouvons :

Un contexte de crise mondiale. Une crise généralisée qui nous touche tous.

Le déclencheur de cette triste chaîne de dominos est la crise des subprimes, mais ce que l'on doit réaliser, c'est que ce sont les rouages du système financier qui ont conduit à cette catastrophe. Le contexte l'a tout simplement précipitée, comme une aiguille vient faire exploser un ballon qu'on a trop gonflé. Le ballon de l'endettement, puis de la spéculation, puis de la spéculation sur l'endettement.

On essaie de personnaliser la criminalité financière en surmédiatisant des voyous comme Jérôme Kerviel ou Bernard Madoff, mais c'est l'essence même de nos économies de marché qui cause leur perte.

Les décisions prises et les responsabilités sont très locales : on est capables d'identifier par leur nom les créateurs des subprimes, les principaux émetteurs de CDOs, les organismes financiers qui ont fait la promotion du crédit facile et les créanciers peu regardants qui ont spéculé sur l'endettement des familles américaines.

Pour autant, les conséquences sont globales : l'interdépendance des économies et les effets de chaînes propagent l'onde de choc de la crise née en Amérique aux quatre coins du globe. Les paysans d'Inde, d'Égypte ou du Sénégal payent le prix, au sens propre comme au figuré, des dérives d'un système que d'autres ont défini et qu'on leur impose par l'économie de marché, le chantage de la dette et l'ingérence du FMI et de la banque Mondiale.

En ce sens, le système fonctionne exactement comme prévu : si beaucoup d'argent a été perdu durant les derniers mois, c'est que beaucoup d'argent a été gagné par d'autres. Ceux qui étaient les hérauts du système financier, les banques, s'effondrent les unes après les autres victimes d'un système qui a fait leur prospérité pendant des années.

Ce qui émeut le monde, au fond, sur chaque écran et dans chaque journal sur cette terre, ce n'est pas que des gens soient ruinés, car c'est le cas de la majorité des hommes et des femmes sur le sol de cette planète depuis plusieurs générations, mais plutôt le fait que cette misère, ou plutôt la menace de cette misère, frappe d'un poing timide à la porte de pays jusque-là riches et prospères.

Nous avons vécu durant les dernières décennies dans une spirale destructrice nous menant à notre propre destruction. La promotion d'un mode de vie matérialiste et consumériste a créé chez nous des habitudes et des exigences de confort très coûteuses en ressources naturelles: "je suis ce que je consomme", "je suis ce que je porte", "je suis ce que je conduis", avec un JE surgonflé qui veut devenir toujours plus grand.

Ces ressources, utilisées de manière massive pour alimenter nos modes de consommation, se renouvellent difficilement, voire pas du tout, hypothéquant l'avenir des générations futures, sans que nous prenions la mesure de la gravité de nos actes, trop occupés et préoccupés que nous sommes par la soi-disant réussite de notre mode de vie.

Si nous nous faisons des illusions sur la gravité de notre situation, c'est que dans le système à intérêts, la disponibilité d'argent à crédit nous fait entrevoir un monde matériel plus grand que celui que notre richesse réelle nous autoriserait.

Nous voilà endettés à tous les échelons pour financer notre simple existence. Les familles s'endettent pour leur logement, voire pour leur consommation courante. Les entreprises s'endettent pour financer leur activité. Les états s'endettent pour financer le développement de leurs pays.

Dis-moi combien tu peux emprunter et je te dirai ce que tu peux espérer...

Dis-moi ta note de crédit et je te dirai ce que ça te coûtera...

Dis-moi pour combien de temps et je te dirai quand, enfin, tu seras libre...

Dans un monde où le champ d'action d'une société dépend désormais de la dette qu'elle peut souscrire, le contrôle des richesses de référence dicte les rapports de force, donc les rapports d'influence et de coercition, et ainsi la promotion de modes de vie dominants.

Bienvenue dans notre cercle vicieux. Bienvenue dans notre vie.

Une fois qu'on a compris les rouages de cette séquence, on entrevoit l'étendue des conséquences de l'échec (ou plutôt du succès) d'un tel système de vie :

- L'endettement des familles pour financer leur mode de vie

- L'endettement des pays, volontaire ou contextuel, pour faire face à leurs responsabilités
- Un usage intensif des ressources naturelles mettant en danger leur renouvellement
- Le réchauffement climatique, résultat d'une exploitation extrême des énergies fossiles et des processus industriels
- Une distribution des pouvoirs qui dicte des rapports entre les pays du Nord et du Sud, dont les uns possèdent des capitaux et les autres des ressources, les forçant souvent à adopter des schémas d'exploitation asymétriques
- Un marché à géométrie variable, faussé par des initiatives politiques à l'avantage des pays du Nord :
 - Libre circulation des capitaux mais pas des hommes, menant à une immigration économique que l'on criminalise alors que nous en sommes les premiers responsables.
 - Destruction progressive de la dignité d'hommes et de femmes dont on annihile les espoirs de vivre heureux et de manière juste sur leur terre.
 - Subventions des politiques agricoles américaine et européenne, pour concurrencer artificiellement les agriculteurs du reste du monde en tirant les prix et la qualité des produits vers le bas, forçant les producteurs des pays du Sud à abandonner au fur et à mesure leurs modes de productions traditionnels
 - Etc., ...

Qui a ouvert cette boîte de Pandore d'où sont sortis la corruption, la destruction et le désespoir ?

Pour peu qu'on y réfléchisse, les intérêts et la spéculation sont les deux moteurs de l'économie de marché et en même temps les deux choses les plus proscrites et interdites dans l'économie musulmane. On comprend la violence avec laquelle Dieu (swt) condamne la pratique des intérêts dans le Coran.

Est-ce que l'Islam peut faire quelque chose pour ce monde et, si oui, quoi ?

On considère souvent la « Finance Islamique » et la Foi de laquelle elle nous vient de manières quasiment disjointes. C'est une vision très réductrice, souvent le fruit d'une volonté d'essentialiser les Musulmans et de réduire leur demande d'une économie plus juste à une simple spécificité ethnique et culturelle. Rien de plus, au fond, qu'une donnée marketing...

Revenons aux éléments fondamentaux...

Ce que l'Islam peut proposer, c'est de:

- changer les cœurs pour changer les hommes (et faire d'eux des êtres dotés d'un projet de long terme)
- changer les lois pour changer les droits (on voit ici l'importance d'une régulation qui va vers plus de justice sociale et économique)
- changer de voie pour changer le monde, car si on continue sur ce chemin, on voit bien que l'horizon est sombre et menaçant.

Nous avons le droit de nourrir l'ambition d'un monde heureux et juste. Et ceux qui nous traitent de naïfs et d'idéalistes ne le font que pour échapper au réalisme de leurs injustices et de leurs échecs. Leurs critiques sont nos compliments.

Pour comprendre comment le cœur de l'économie musulmane fonctionne, il faut poser trois volets

fondateurs :

1 - L'interdiction de pratiques destructrices, qui comme nous l'avons vu précédemment, sont des causes structurelles de la situation dans laquelle nous sommes (riba, gharar, etc...)

2 - La mise en place et l'encouragement d'initiatives proactives, qui développent l'économie sur des bases justes et encouragent à l'entraide et à la solidarité (zakat, contrats cadres, etc...)

3 - Une forte composante éthique et spirituelle qui alimente les cœurs et les esprits d'une vision qui donne aux hommes et aux femmes l'envie de faire le bien et de se dépasser (vision de long terme et projet de vie).

Quand on regarde la finance islamique telle qu'elle est pratiquée depuis quelques années, on se rend compte qu'il y a une certaine distance entre les valeurs de l'Islam et l'implémentation parfois hasardeuse qui en est faite.

Il y a d'abord un conflit d'intérêt dans l'intention de banquiers et d'autorités de régulation de pays européens qui veulent augmenter le chiffre d'affaires de leur place en attirant des pétrodollars. Leurs objectifs ne sont clairement pas le développement des pays du Sud, ni l'essor d'une finance plus juste.

On entend :

« Comment capter la demande islamique ? »

« Comment faire de Paris le hub de la finance islamique ? »

« Quels aménagements faire pour ouvrir le marché sharia-compliant en France ? »

Et ainsi, on voit se développer un double discours qui fait la vie dure aux Musulmans quand ils essaient de vivre leur foi et leur identité sur le sol français, mais la part belle aux investisseurs du Golfe tant qu'ils viennent injecter de l'argent dans un secteur bancaire moribond.

La vérité, c'est que la finance islamique peut ralentir la crise, mais ne peut pas la stopper, car les principes 2 et 3 vus plus haut ne sont tout simplement pas pris en compte pour l'instant.

Les produits développés jusqu'à présent sont souvent des caricatures de produits financiers islamiques, aménagés en changeant la forme sans changer le fond, en les passant à travers ce que j'appelle un "filtre de halalisation". Les investisseurs Musulmans, quand ils s'en rendent compte, se sentent trahis, comme c'est le cas en Angleterre concernant certains crédits immobiliers dits « sharia-compliants ».

La réelle équité qui soutend l'économie musulmane ne portera ses fruits que si nous changeons notre approche profondément.

Dans ce changement, l'Afrique peut prendre une place prépondérante, car elle dispose des bases essentielles à cette dynamique chargée d'espoir : de grandes ressources, une énergie immense et un héritage riche.

D'un point de vue strictement économique, la première étape est un retour à l'économie réelle, basée sur de vraies ressources, de vrais gens et de vrais projets. Dans cette optique, il est également utile d'adosser la valeur des biens et des services à des actifs tangibles en réintroduisant, par

exemple, une référence en or, afin de protéger l'économie de la spéculation sur la monnaie et, dans une certaine mesure, de l'inflation.

L'Afrique fourmille d'activités économiques réelles et prospères dont certaines sont traditionnelles:

Il s'agit de les protéger de facteurs externes qui les mettent en danger, comme les subventions agricoles européennes, tout en leur permettant de bénéficier des progrès techniques de l'agronomie, quand ceux ci respectent une approche durable.

Dans d'autres régions, comme en Egypte par exemple, un savoir-faire industriel de qualité a été développé au cours de la première partie du 20^{ème} siècle. Il s'agit alors de le sauvegarder par sa promotion locale plutôt que de se retrouver dans une position absurde où on exporte du coton égyptien à vil prix et où on importe des textiles synthétiques chinois aux effigies de héros américains dont le boulot est bien souvent d'abattre des méchants arabes, ce qui au passage participe à la propagation de la nouvelle "materialist way of life" si coûteuse en énergie et en ressources.

La seconde grande étape consiste en un changement des modes de financement des projets en s'éloignant de la dette qui crée une dépendance lourde de conséquences entre le créancier et l'emprunteur. On s'oriente alors vers des schémas de prises de risque mesurée, du type Musharaka et Mudaraba où les investisseurs et les entrepreneurs partagent une relation plus juste et plus équilibrée que le rapport asymétrique de la dette.

Les modes de coopération doivent être établis sur les bases du partenariat plutôt que de l'esclavage économique.

Un nouveau rapport Nord-Sud doit être défini et porté avec audace et courage par une génération de leaders africains. Une compréhension de ce que peut être l'apport africain peut faciliter cette démarche, en sortant du cliché civilisateur dans lequel, malgré le fait que nous soyons au 21^{ème} siècle, beaucoup de dirigeants se complaisent encore. L'Afrique n'est pas un supermarché où l'on sélectionne les bons et les mauvais immigrants. Elle n'est pas une zone franche où l'on se dédouane des droits humains élémentaires au profit d'intérêts privés. Elle n'est pas un laboratoire de cobayes pour traitements pharmaceutiques à forts effets secondaires.

Tant que cela n'aura pas changé, parler de finance islamique en Afrique sera comme de parler de coopération israélo-palestinienne: une chimère, un non sens, une contre-idée cosmétique pour maquiller l'injustice de la réalité.

La coopération entre les pays d'Afrique doit être pleine et dépasser les zones d'influence de puissances extérieures comme la France, les Etats Unis ou désormais la Chine pour identifier des intérêts supranationaux à travers le continent et s'entraider. Une bourse des projets peut par exemple être mise en place accompagnée d'un système d'échange de compétences au delà du jeu des politesses diplomatiques.

Enfin, nous devons dépasser le modèle postcolonial. Jusqu'à présent, tout se passe comme si la présence coloniale avait été remplacée par le contrôle économique via la dette. Les pays anciennement colonisés ont également été marqués par des changements profonds de leurs sociétés traditionnelles, des changements parfois irréversibles qui les forcent à maintenir des relations de dépendance vis-à-vis de l'occident, ce qui n'est bien sûr pas une mauvaise chose quand cela est fait sur des bases justes. Définir ces nouvelles relations de manière équitable, c'est s'affranchir enfin des tutelles intéressées et de l'ingérence d'organismes de contrôle satellites comme la Banque Mondiale et le FMI.

Tant de choses à faire, tant de changements à réaliser. Une montagne de travail qui paraît infranchissable quand on y pense un instant. Ce serait vrai pour n'importe quel continent, mais nous parlons ici de l'Afrique, d'où sont parties les mains qui ont construit l'Amérique. Nous parlons ici de l'Afrique, berceau fondateur de cultures millénaires. Nous parlons ici de l'Afrique où, à chaque conquête de civilisations, des guerres puniques aux guerres de libérations de la génération de nos parents, des hommes et des femmes ont toujours su reconstruire, brique après brique, les édifices qui font de cette terre une terre unique.

Nous avons le droit d'espérer.

Nous avons le DEVOIR d'espérer un avenir meilleur pour nos enfants et personne, vraiment personne sur cette terre n'a le droit de nous enlever ça. Ni avec des armes. Ni avec des frontières. Ni avec des murs.

Bien sûr, nous sommes conscients des enjeux de notre monde et des efforts à fournir pour y arriver, mais nous venons d'une terre où les gens n'ont rien et sont tout de même prêts à le partager, alors nous nous sentons humainement, moralement et religieusement engagés à faire tout ce que nous pouvons, insha Allah, pour aider nos frères et sœurs Africains à changer leur vie, en demandant à Dieu (swt) de leur permettre de changer le monde.

Au milieu d'un cauchemar, il est temps de faire des rêves.

Il est temps de faire de ces rêves des projets, puis de faire de ces projets, insha Allah, une réalité.

Barak Allahu fikoum

Wassalam aleykum wa rahmatullah wa barakatuh.▲